



NATIONS UNIES

ASSEMBLEE GENERALE



Distr.
GENERALE
A/C.5/35/53
14 novembre 1980
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Trente-cinquième session
CINQUIÈME COMMISSION
Point 91 de l'ordre du jour

BUDGET-PROGRAMME DE L'EXERCICE BIENNAL 1980-1981

Conditions d'emploi et rémunération des personnes, autres que des fonctionnaires du Secrétariat, qui sont au service de l'Assemblée générale

Rapport du Secrétaire général

1. Dans la section XIII de sa résolution 34/233 du 20 décembre 1979, l'Assemblée générale a approuvé "à titre intérimaire, en attendant de revoir la question à sa trente-cinquième session, une rémunération annuelle de 59 000 dollars pour les deux membres à temps complet de la Commission de la fonction publique internationale et pour le Président du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, plus une indemnité spéciale de 5 000 dollars pour le Président de la Commission et pour le Président du Comité consultatif, avec effet au 1er janvier 1980". En prenant cette décision, l'Assemblée générale a rappelé le paragraphe 6 de la section VIII de sa résolution 33/116 B du 21 décembre 1978, dans lequel elle avait décidé que la rémunération de ces personnes continuerait d'être revue, soit tous les quatre ans, soit lorsque l'indice des prix à la consommation aux Etats-Unis d'Amérique enregistrerait une hausse de 10 p. 100 par rapport à son niveau lors de la dernière révision, si cette hausse intervenait avant l'échéance des quatre ans. A ce propos, le représentant du Secrétaire général, répondant à des questions posées par plusieurs délégations, avait informé la Cinquième Commission le 27 novembre 1979 1/ que l'indice des prix à la consommation à New York pour le mois d'octobre 1979, qui venait d'être publié, faisait apparaître une augmentation de 9,13 p. 100 par rapport à l'indice de décembre 1978, qui avait été utilisé pour calculer le coût de la vie au 1er janvier 1979, date effective de la dernière révision des rémunérations. Il avait également déclaré qu'étant donné que le cap des 10 p. 100, qui devait être franchi pour que l'Assemblée générale révise la rémunération, ne serait pas atteint avant la fin de la trente-quatrième session, il n'y aurait pas de relèvement de la rémunération avant la fin de 1980; d'ici là, le pouvoir d'achat des honoraires en question aurait diminué d'au moins 15 p. 100 par rapport à janvier 1979. Sur cette base, la Cinquième Commission a décidé de recommander, et l'Assemblée générale a approuvé, une augmentation à titre intérimaire de 4 000 dollars par an, soit environ 7 p. 100.

1/ A/C.5/34/SR.60.

/...

2. Le Secrétaire général est parti de l'hypothèse que la révision demandée par l'Assemblée pour la présente session ne devait porter que sur le montant de la rémunération de ces personnes, et, éventuellement, sur l'introduction d'une procédure qui permettrait d'ajuster la rémunération dans l'intervalle de deux révisions d'ensemble. En effet, les autres conditions d'emploi de ces personnes avaient été révisées de façon approfondie par l'Assemblée générale à sa trente-troisième session, sur la base des rapports du Secrétaire général 2/ et du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires 3/. L'Assemblée avait alors approuvé les recommandations du Comité consultatif relatives aux autres conditions d'emploi, selon lesquelles lesdites conditions n'avaient pas à être modifiées à ce stade, et, en particulier, les primes et indemnités offertes aux fonctionnaires du Secrétariat, mentionnées dans le rapport du Secrétaire général (indemnités pour charge de famille, indemnité pour frais d'études et frais de voyage connexes, indemnité d'installation, prime de rapatriement, versements effectués "après la cessation de service") ne devaient pas leur être accordées. Cette révision ne remontant qu'à deux ans, le Secrétaire général ne considère pas qu'il soit mandaté à réexaminer la question à l'heure actuelle.

Révision du montant de la rémunération annuelle

3. Sur la base de la révision de 1978, l'Assemblée générale avait fixé la rémunération annuelle (appelée auparavant honoraires) des deux membres à temps complet de la Commission de la fonction publique internationale et du Président du Comité consultatif à 55 000 dollars, avec effet au 1er janvier 1979, plus une indemnité spéciale de 5 000 dollars pour le Président de la Commission et le Président du Comité consultatif. Dans son rapport 4/, le Secrétaire général avait réaffirmé la position qu'il avait exprimée au moment de la création de la Commission selon laquelle la rémunération des membres à temps complet de la Commission devait être fixée de manière à correspondre au moins à celle d'un Sous-Secrétaire général, cette dernière étant définie comme la somme du traitement de base, de l'indemnité de poste au taux prévu pour des fonctionnaires ayant des charges de famille, et de l'indemnité de représentation. A ce propos, le Secrétaire général a rappelé les observations faites en 1974 par le Comité consultatif de la fonction publique internationale (CCFPI), qui, tout en approuvant l'intention "de faire en sorte que le traitement et les indemnités versés aux membres à temps complet de la Commission soient fixés indépendamment de ceux du personnel des organisations", avait néanmoins également déclaré que "la rémunération et le rang du Président devaient être tels qu'il lui permissent de parler d'égal à égal avec les chefs de secrétariat ... /encore que/ cela ne signifiât pas que le Comité recommandait la parité".

4. Sur recommandation du Comité consultatif, l'Assemblée générale, en décembre 1974, avait fixé le montant initial des honoraires à 45 000 dollars nets par an, et avait décidé de verser en plus au Président de la CFPI une indemnité

2/ A/C.5/33/41.

3/ A/33/7/Add.19.

4/ A/C.5/33/41.

de 5 000 dollars nets par an pour tenir compte de ses responsabilités supplémentaires. Au 1er janvier 1975, le montant des honoraires des deux membres à temps complet de la Commission était légèrement inférieur au montant net de la rémunération des Secrétaires généraux adjoints et des Sous-Secrétaires généraux à New York (50 000 et 45 000 dollars, contre 50 756 et 45 928 dollars respectivement). Ces montants sont restés les mêmes jusqu'en janvier 1979, où ils ont été portés à 60 000 et 55 000 dollars respectivement (à cette époque, la rémunération d'un Secrétaire général adjoint et d'un Sous-Secrétaire général était de 60 542 et 54 896 dollars respectivement. Au 1er janvier 1980, une nouvelle augmentation portant la rémunération à 64 000 et 59 000 dollars respectivement a été approuvée par l'Assemblée à titre intérimaire.

5. Dans l'intervalle, l'Assemblée générale, par la section VI de sa résolution 32/212, avait décidé de fixer le montant annuel des honoraires du Président du Comité consultatif à 50 000 dollars, avec effet au 1er janvier 1978, si bien qu'en fait la rémunération du Président du Comité consultatif devenait égale à celle du Président de la Commission de la fonction publique internationale. Par la suite, la rémunération du Président du Comité consultatif a été portée à 60 000 dollars le 1er janvier 1979 et à 64 000 dollars le 1er janvier 1980 (ces montants comprennent une "indemnité spéciale" de 5 000 dollars nets par an).

6. On trouvera dans le tableau ci-après la comparaison entre l'évolution de la rémunération des trois personnes susmentionnées et l'évolution de la rémunération des hauts fonctionnaires du Secrétariat à New York, cette dernière comprenant le traitement de base net (à partir de janvier 1977, au taux prévu pour les fonctionnaires ayant des charges de famille), l'indemnité de poste au taux prévu pour les fonctionnaires ayant des charges de famille, l'indemnité pour conjoint à charge (supprimée en janvier 1977) et l'indemnité de représentation (4 000 dollars pour un Secrétaire général adjoint et 3 000 dollars pour un Sous-Secrétaire général). Le montant total des émoluments des hauts fonctionnaires du Secrétariat sans charges de famille serait inférieur aux montants indiqués ci-après. Dans le cas des membres à temps complet de la Commission de la fonction publique internationale et du Président du Comité consultatif, la rémunération est la même quelle que soit la situation de famille.

	Président du Comité consultatif <u>a/</u> <u>Président de la CFPI</u>	Vice-Président <u>de la CFPI</u>	<u>SSG</u>	<u>SGA</u>
	(En dollars des Etats-Unis)			
Janvier 1975	50 000	45 000	45 928	50 768
Janvier 1976	50 000	45 000	48 586	53 666
Janvier 1977	50 000	45 000	51 242	56 560
Janvier 1978	50 000	45 000	53 235	58 732
Janvier 1979	60 000	55 000	54 896	60 542
Janvier 1980	64 000	59 000	59 215	65 248
Novembre 1980	64 000	59 000	64 198	70 678
Pourcentage d'augmentation <u>b/</u>	28,0	31,1	39,8	39,2

a/ Du 1er janvier 1976 au 31 décembre 1977, le Président du Comité consultatif a perçu des honoraires de 25 000 dollars par an, qui ont été portés à 45 000 dollars, plus une indemnité spéciale de 5 000 dollars, avec effet au 1er janvier 1978.

b/ Si le pourcentage d'augmentation est plus élevé pour le Vice-Président de la CFPI que pour les deux Présidents, et pour les Sous-Secrétaires généraux que pour les Secrétaires généraux adjoints, cela s'explique par le fait que l'indemnité spéciale versée aux deux Présidents (5 000 dollars) et l'indemnité de représentation des Secrétaires généraux adjoints et des Sous-Secrétaires généraux (4 000 et 3 000 dollars respectivement) sont restées les mêmes au cours de la période à l'examen.

7. On s'attend que par le jeu du classement des lieux d'affectation aux fins de l'indemnité de poste, New York passe de la classe 10 à la classe 11 en février 1981, ce qui porterait le total des émoluments des Secrétaires généraux adjoints et Sous-Secrétaires généraux à 73 574 et 66 855 dollars, respectivement.

8. Sur la base des indicateurs susmentionnés, il semblerait raisonnable de porter la rémunération annuelle du Président et du Vice-Président de la CFPI et du Président du Comité consultatif de 59 000 à 67 000 dollars, avec effet au 1er janvier 1981, une indemnité spéciale de 5 000 dollars nets par an continuant à être versée aux deux Présidents.

Procédure permettant d'effectuer des ajustements intérimaires dans l'intervalle des révisions d'ensemble

9. Comme on l'a indiqué ci-dessus, l'Assemblée générale, en décembre 1978, avait décidé que la rémunération de ces trois personnes continuerait d'être revue soit tous les quatre ans, soit lorsque l'indice des prix à la consommation aux Etats-Unis

/...

d'Amérique aurait enregistré une hausse de 10 p. 100 par rapport à son niveau lors de la dernière révision, si cette hausse intervenait avant l'échéance des quatre ans. Il est devenu apparent l'année dernière que cette procédure non seulement soulevait le problème de la date à laquelle opérer un ajustement pour compenser une diminution importante de la valeur réelle de la rémunération, mais obligeait également l'Assemblée générale à multiplier ces révisions en période d'inflation élevée.

10. Le Secrétaire général estime qu'il serait plus approprié d'introduire un système d'ajustements intérimaires automatiques analogue à la procédure actuellement en vigueur pour les membres de la Cour internationale de Justice. Il propose donc que la prochaine révision de la rémunération et des autres conditions d'emploi des personnes visées soit effectuée à la quarantième session de l'Assemblée générale puis à intervalles réguliers de cinq ans, et qu'entre ces révisions le montant de la rémunération annuelle (mais non l'indemnité spéciale des deux Présidents) soit ajusté d'après le mouvement de l'indice des prix à la consommation à New York, conformément à la procédure décrite ci-après.

11. En conséquence, le Secrétaire général propose la procédure d'ajustement intérimaire ci-après :

a) A partir de janvier 1982, le Secrétaire général étudierait au mois de janvier de chaque année le mouvement de l'indice des prix à la consommation (IPC) à New York par rapport à l'année précédente : en janvier 1982, par exemple, il étudierait le mouvement de l'IPC entre novembre 1980 et novembre 1981 (l'indice du mois de décembre n'étant pas publié avant la fin du mois de janvier);

b) Si, au cours de cette période, l'indice des prix à la consommation a augmenté de 5 p. 100 ou plus, le montant de la rémunération annuelle serait ajusté d'un pourcentage égal à 90 p. 100 du pourcentage de l'augmentation de l'indice (arrondi au nombre entier le plus proche) et ledit montant serait versé pendant l'année civile tout entière;

c) Si l'augmentation de l'indice (arrondie à une décimale près) est inférieure à 5 p. 100, le montant de la rémunération annuelle ne serait pas modifié pour l'année civile en question et la révision suivante serait faite au mois de janvier de l'année suivante.

En résumé, il y aurait l'augmentation du montant de la rémunération annuelle chaque année en janvier, à condition que l'indice des prix à la consommation ait augmenté d'au moins 5 p. 100 depuis le dernier ajustement.

12. Si l'on propose que le montant de la rémunération annuelle soit ajusté de 90 p. 100 et non de 100 p. 100 de l'augmentation de l'indice des prix à la consommation, c'est pour tenir compte du fait que le pourcentage d'ajustement du montant net de la rémunération des fonctionnaires n'est pas égal à 100 p. 100 du mouvement de l'indice des ajustements qui, dans le cas de New York, est lié à celui de l'indice des prix à la consommation à New York (exception faite des vérifications périodiques et des modifications possibles de l'élément "logement" de l'indice).

/...

En outre, en raison de considérations sociales et pour tenir compte du fait qu'à l'extérieur de l'Organisation des Nations Unies, l'augmentation de cherté de vie s'applique à des traitements bruts soumis à un barème progressif d'impôt sur le revenu, le taux de l'indemnité de poste est, lui, dégressif, selon l'hypothèse que l'augmentation du coût de la vie affecte davantage les personnes à faible revenu que les personnes à revenu élevé.

13. On trouvera mises en regard dans le tableau ci-après l'évolution qu'aurait subi le montant annuel de la rémunération des trois personnes visées, du 1er janvier 1975 au 1er janvier 1981, si ladite procédure d'ajustement avait été en vigueur; son évolution effective et l'évolution de la rémunération des Secrétaires généraux adjoints et des Sous-Secrétaires généraux :

	Janvier 1975	Janvier 1976	Janvier 1977	Janvier 1978	Janvier 1979	Janvier 1980	Janvier 1981
(En dollars des Etats-Unis)							
Rémunération du Président et du Vice-Président de la CFPI et du Président du Comité consultatif a/	45 000	45 000	45 000	45 000	55 000	59 000	Montant proposé 67 000
Indice (janvier 1975 = 100)	100	100	100	100	122,2	131,1	148,9
Mouvement de l'indice des prix à la consommation à New York b/ (novembre 1974 = 100)	100	106,5	111,2	117,1	124,9	137,5	Projection 152,0
Rémunération "hypo- thétique" selon la procédure d'ajustement proposée	45 000	47 700	47 700	51 750	54 900	60 300	66 150
Indice (janvier 1975 = 100)	100	106	106	115	122	134	147
<u>Rémunération des hauts fonctionnaires du Secrétariat c/</u>							
SSG	42 928	45 586	48 242	50 235	51 896	56 215	63 855 d/
SGA	46 768	49 666	52 560	54 732	56 542	61 248	69 574 d/
Indice (janvier 1975 = 100)	100	106,2	112,4	117,0	120,9	131,0	148,8

a/ Du 1er janvier 1976 au 31 décembre 1977, le Président du Comité consultatif a perçu des honoraires de 25 000 dollars par an, qui ont été portés à 45 000 dollars, plus une indemnité spéciale de 5 000 dollars, avec effet au 1er janvier 1978; les montants indiqués ne comprennent pas l'"indemnité spéciale" de 5 000 dollars par an qui est actuellement versée au Président du Comité consultatif et au Président de la CFPI.

(Suite des notes page suivante)

/...

(Suite des notes du tableau)

b/ Indice des prix à la consommation au mois de novembre de chaque année.

c/ Ne comprend pas l'indemnité de représentation (4 000 dollars pour les Secrétaires généraux adjoints et 3 000 dollars pour les Sous-Secrétaires généraux).

d/ 1er février ou 1er mars 1981.

Incidences financières

14. Si l'Assemblée générale approuve les propositions qui figurent au paragraphe 7 du présent rapport, des crédits additionnels devront être ouverts en 1981, comme suit :

	<u>Dollars</u>
Chapitre 1	8 000
Chapitre 28	<u>16 000</u>
	24 000

15. Les prévisions de recettes qui figurent au chapitre 2 devront également être augmentées de 10 000 dollars, somme qui représente le remboursement par les institutions spécialisées de leur participation aux coûts de la Commission de la fonction publique internationale.

/...